



Recyclage sans fin pour la crise des déchets

Face à un énième blocage du centre de Vighjaneddu, la Corse est confrontée à une absence d'exutoire pour ses ordures ménagères. Tandis que les balles s'entassent partout dans l'île, l'Exécutif relance la piste de l'exportation

C'est un nouvel épisode dans l'interminable feuilleton de la crise des déchets. Depuis 48 heures, le collectif Valincu Lindu a réinstallé ses banderoles et ses tentes devant le centre d'enfouissement technique de Vighjaneddu.

Le message est sans équivoque : "Nous voulons une solution saine et durable pour nos déchets." Sur le pied de guerre, le collectif limite à nouveau l'accès au site aux seuls camions de la communauté de communes du Sartenais-Valincu-Taravu (CCSVI), "dans l'attente de solutions de sortie de crise".

Un retour en arrière après le déblocage partiel acté par tous les acteurs du dossier, il y a trois semaines, le 27 janvier, à la suite d'une réunion à Corte, Valincu Lindu avait rouvert partiellement l'accès aux camions de poubelles en provenance du bassin sud, excepté la communauté d'agglomération du pays adjacent (Capai).

La CCSVI, l'intercommunalité de l'Alta Rocca et celle de l'Extrême-Sud pouvaient y envoyer leurs déchets à raison de 120 tonnes en moyenne par jour jusqu'au 15 février, week-end précédant la prochaine réunion.

Problème : cette rencontre, censée avoir lieu aujourd'hui à Corte entre les différentes instances pour esquisser des solutions face à la crise et négocier une réouverture du site, a été reportée à la demande de l'Exécutif de la Col-

lectivité de Corse (CdC). La raison invoquée ? François Sargentini, le président de l'office de l'environnement (OFC), évoque des "considérations techniques".

Selon le conseiller exécutif nationaliste, il ne s'agit en rien d'une annulation et une autre réunion doit être reprogrammée "dans les prochains jours". "Nous avons avancé concernant la sécurisation budgétaire de notre plan déchets, explique François Sargentini. Nous avons acté la semaine dernière les deux conventions de partenariat relatives à la généralisation du tri à la source avec la Capai et la Cds." La finalisation de cet engagement par les élus faisait partie des assurances demandées par Valincu Lindu.

La piste sarde

Concernant les pistes proposées de façon "transitoire" pour répondre à l'urgence de la crise, l'Exécutif indique, par la voix de François Sargentini, avoir relancé la piste de l'exportation des déchets pour un traitement hors de Corse.

Déjà envisagée en juin 2018, cette option avait été finalement écartée en raison des surcoûts engendrés et des oppositions que le projet avait rencontrées dans les territoires d'accueil, notamment dans la région de Toulouse. De plus, cette hypothèse ne faisait pas seulement mauvais genre à



ARCHIVES A.F. / L.E.T.P.-A.F.

l'heure où les nationalistes réclament davantage d'autonomie auprès de l'État. Elle sonnait aussi comme un échec pour l'Exécutif qui avait fait de ce dossier une "priorité" de la mandature, dès son arrivée au pouvoir en 2015.

Sous la pression d'une crise désormais chronique, la Collectivité de Corse semble avoir revu sa position. Si François Sargentini n'a pas souhaité faire davantage de commentaires à ce stade, d'après nos informations, l'Exécutif attendrait la confirmation d'un accord politique avec la Sardaigne en vue d'une exportation partielle des déchets. Une option qui, du reste, répondrait

difficilement à l'urgence. L'exportation vers un territoire étranger suppose en effet une procédure d'autorisation administrative internationale pouvant durer plusieurs mois.

Un surcoût de 4,5 M€

En attendant, les déchets en balles continuent de s'entasser aux quatre coins de l'île. "Avec ce nouveau blocage à Vighjaneddu, la mise en balles va recommencer à plein régime", indique Catherine Luciani, directrice du syndicat de valorisation des déchets (Syvadee).

Depuis le début de cette crise, le 8 novembre dernier,

les sites de stockage provisoire d'ordures mises en balles se multiplient partout en Corse, à ciel ouvert. Sur des bâches théoriquement étanches, les détritus sont entreposés dans l'attente d'un déblocage du centre de Vighjaneddu.

Selon le Syvadee, 26 000 balles représentant quelque 23 000 tonnes de déchets ont ainsi été stockées sur 23 sites "provisaires" mobilisés en dernier recours. À ce jour, seules quelques 120 tonnes de déchets peuvent être traitées quotidiennement dans le centre de Prunelli di Fium'Orbu, contre environ 400 produites chaque jour en Corse

à cette période. Hormis les tonnages de la CCSVI, la différence sera mise en balles. "Cette solution de stockage provisoire n'est pas destinée à durer dans le temps, rappelle Catherine Luciani. C'est une mesure d'urgence, mise en œuvre pour éviter une crise sanitaire. Ce n'est en aucun cas une solution de traitement."

Une "mesure d'urgence" qui, au-delà des considérations environnementales, aura aussi un coût loin d'être négligeable. Selon le Syvadee, le surcoût induit par cette crise qui s'éternise se chiffre à 4,5 millions d'euros depuis novembre.

JULIAN MATTEI